

L'Italie a Tripoli

Autor(en): **Bovet, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **9 (1911-1912)**

PDF erstellt am: **06.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-748783>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'ITALIE A TRIPOLI

La conquête de la Tripolitaine par l'Italie a suscité, dans la presse européenne, des commentaires qui sont en général sévères, souvent même malveillants. Les gouvernements observent la plus stricte neutralité; c'est leur devoir. Mais la presse n'a pas caché le „douloureux“ étonnement des peuples „civilisés“, même en France et en Angleterre, où pourtant, pour des raisons politiques faciles à deviner, l'expédition italienne a rencontré plus de sympathies.

Franchement, cet „étonnement“ presque hostile a lui-même quelque chose de surprenant pour quiconque étudie la question non plus du point de vue allemand, ou français (ou suisse!), mais du point de vue européen.

Depuis de longues années les peuples d'Europe se sont pourtant habitués à de semblables conquêtes! L'Angleterre, non contente des Indes, assainit l'Egypte; la France rétablit l'ordre à Madagascar, au Tonkin, en Tunisie, et pénètre, avec l'Espagne, le Maroc; l'Allemagne civilise le Cameroun et prie la Chine de lui louer la presqu'île de Kiau-Tschou; la Russie manifeste une vive sollicitude pour le bien-être des Persans; l'Autriche s'approprie la Bosnie et l'Herzégovine, comme une indemnité bien méritée; et aurions-nous donc oublié l'enthousiasme avec lequel l'Europe salua l'œuvre éminemment pacifique du bon roi Léopold au Congo? Pourquoi, dès lors, tout ce bruit pour la Tripolitaine? La Turquie aurait-elle soudainement tant d'amis?

Il y a le droit des gens, dira-t-on. Où était-il, ce droit, lorsque, au lendemain d'une révolution très sympathique, l'Autriche annexa la Bosnie et l'Herzégovine? Vous rappelez-vous le prétexte invoqué par les Etats-Unis pour attaquer l'Espagne et lui enlever les Philippines? Ce fut l'explosion du *Maine*; or nous savons depuis quelques mois que l'Espagne ne fut pour rien dans cette explosion . . .

Le droit des gens? Il n'existe, pour moi, qu'entre peuples civilisés, entre nations normalement constituées et conscientes de leurs devoirs. Partout ailleurs il n'est qu'une utopie sentimentale ou une phrase hypocrite. Je me sens Européen jusqu'à la

moëlle; c'est dire: accordons aux peuples d'Asie et d'Afrique les égards que mérite toute créature humaine, mais ne parlons pas de leurs droits politiques, ou civiques; ces droits ne se donnent pas gratuitement, ils s'acquièrent par l'effort séculaire des nations. — Parlant ici d'une manière tout à fait générale, et sans toucher encore ni à la question des „formes de conquête“, ni à celle de la „nation“ turque, j'arrive à une première conclusion: l'Italie a tout aussi bien le droit de s'installer à Tripoli, que la France en Tunisie, ou l'Angleterre en Egypte, ou l'Autriche en Bosnie.

Qu'est-ce qui pousse donc les peuples européens à ces conquêtes? Plusieurs répondent: La surabondance de population. Cette raison pourrait valoir pour l'Allemagne, pour l'Italie, mais non pour la France ni pour l'Angleterre; de fait, les vraies raisons sont ailleurs: dans la nécessité des débouchés industriels, des ports de ravitaillement, et surtout dans le besoin de posséder des pays neufs riches en matières premières. L'Angleterre fut la première à reconnaître clairement ces nécessités; la France suivit; encouragée, dit-on, par Bismarck; cela est-il exact? dans ce cas le grand Chancelier aurait manqué, pour une fois, de perspicacité; mais point n'est besoin de recourir à cette explication. L'Allemagne et l'Italie, nations toutes jeunes, furent absorbées d'abord par un devoir impérieux, par le travail immense de leur constitution intime; en trente ou quarante ans, elles ont dû faire ce que la France et l'Angleterre avaient fait peu à peu au cours des siècles: une conscience nationale, et toute l'organisation matérielle et législative qui en dépend. Ce travail même leur a fait sentir la nécessité de posséder des colonies et des ports... Seulement, elles ont trouvé presque partout la place déjà prise! D'où conflit, fatalement. L'Allemagne a commencé par manquer d'habileté; en contrecarrant la France, en proclamant l'intégrité du Maroc, elle a failli transporter en Afrique une rivalité qui n'a déjà que trop ensanglanté l'Europe; mais voilà qu'elle s'est ravisée, très heureusement, pour l'avantage de tous; la France a eu le bon sens d'entrer dans ses vues, et l'accord de partage qui se conclut ces jours-ci à Berlin me semble être un évènement beaucoup plus important, en principe même, que toutes les conférences de la Haye. Quoi qu'en disent les chauvins et certains journaux, cet accord fait honneur aux deux gouvernements, aux

deux peuples; c'est un triomphe du bon sens, égal des deux côtés; l'Afrique paie les frais; c'est parfait.

Mais l'Italie? Elle ne pouvait rester indifférente, inactive; c'eût été abdiquer du rang de grande puissance, compromettre un vaste avenir. Depuis vingt ans au moins elle attendait son heure; son but, désigné par l'histoire et par la nature même, était la Tripolitaine; l'entente avec les puissances intéressées était conclue; tout le monde était averti, et la Turquie en particulier. L'heure a sonné, le jour où l'Allemagne envoya la *Panthère* devant Agadir . . . Ceux qui s'en étonnent sont vraiment bien naïfs, à moins qu'ils ne jouent une comédie pour dissimuler leur jalousie.

Non que la Turquie d'aujourd'hui ne soit pas à plaindre. Par une révolution patiemment préparée, admirablement exécutée, elle s'est débarrassée d'un régime odieux et a gagné à sa cause de nombreuses sympathies. Je suis de ceux qui, sans y compter beaucoup, souhaitent à la Turquie une véritable régénération. Toutefois le passé ne s'efface pas en quelques années; il pèse encore sur le présent, très lourdement. La Turquie s'est peut-être réveillée trop tard; en tout cas, son réveil a été une dure déception pour les Puissances européennes! Persuadées que la Turquie allait tomber d'elle-même en décomposition, les Puissances rivalisaient de soins hypocrites pour protéger son intégrité, dans le seul but d'en avoir un jour un plus gros morceau. Brusquement, la Jeune-Turquie a bousculé ces plans d'avenir . . . Seule, l'Autriche a su agir, à la dernière heure, et personne n'a osé protester. L'Italie se trouve dans cette situation curieuse, de n'avoir pu agir plus tôt, et d'agir pourtant un peu tard. La faute n'en est pas à elle, mais à une fatalité de circonstances contradictoires.

Nous sommes en présence de deux séries de faits, nettement opposées; d'une part: l'Italie, qui, depuis vingt ans, a fait connaître ses prétentions sur Tripoli, sans rencontrer jamais en Europe aucune contradiction de principe; qui même, longtemps avant la révolution turque, avait obtenu des Puissances une autorisation formelle; qui est poussée à cette conquête par des nécessités économiques et politiques absolument impérieuses; et d'autre part: la Turquie, qui vient d'inaugurer une ère nouvelle, de vie nationale; qui, menacée de tous côtés par des voisins avides, ne saurait renoncer bénévolement à un territoire sans compro-

mettre son prestige et son œuvre de régénération. — Entre ces deux ordres de faits, il faut choisir, si dur que soit le choix; pour moi, je n'hésite pas; je choisis l'Italie, notre grande mère latine, qui nous donna le droit romain, la Renaissance, Dante et Garibaldi.

Outre les mobiles économiques et purement politiques, l'Italie est poussée à la conquête par une raison plus forte encore, par une raison morale. Envahie, démembrée, exploitée pendant quinze cents ans par tous les peuples d'Europe et par la Papauté, l'Italie a réalisé ce miracle héroïque de se constituer enfin en nation avec Rome capitale; elle souffre encore de sa longue servitude, non seulement à l'intérieur, mais aussi dans ses relations extérieures. Ces mêmes peuples qui l'ont si longtemps foulée aux pieds ont déjà oublié leur propre brutalité, leurs responsabilités, et s'étonnent aujourd'hui de ce que leur victime mette cinquante ans à cicatriser des blessures quinze fois séculaires! Dans une ignorance de l'histoire qui touche vraiment à la sottise, ils n'ont pas assez de dédain pour ce pays de malaria et d'illettrés. Ils veulent bien y faire des affaires, mais prétendent que l'Italie demeure leur humble obligée, dans tous les domaines, ce qui serait une forme nouvelle et bien moderne de l'ancienne servitude. L'Italie s'y refuse; malgré toutes les lacunes de son organisation, lacunes qu'elle connaît bien, mais qui ne se comblent pas en un jour, elle se sent jeune et forte; elle sait ce qu'elle a déjà accompli, ce qu'elle peut faire encore, et ne saurait plus se résigner au rôle de satellite.

Son expédition à Tripoli n'est pas destinée, comme on le prétend ridiculement, à faire diversion au choléra et à d'autres petites misères; elle répond à un besoin profond, général, de s'affirmer par une action énergique. Il y a eu approbation générale, enthousiaste, même chez les républicains et chez les socialistes. Les lettres de tous mes amis, même des savants les plus pacifiques, témoignent d'un élan patriotique que rien n'arrêtera ¹⁾.

¹⁾ Un détail, qui a son importance: la guerre contre le Turc sera toujours populaire en Italie: cela s'explique encore par l'histoire, et c'est aussi une question de civilisation, de sentiment même, un peu comme en Grèce. Dans la dernière guerre gréco-turque, c'est d'Italie qu'est partie une légion de volontaires.

La forme de la déclaration de guerre a pu sembler brutale; elle s'explique par les procédés de la diplomatie turque et par le coup de théâtre d'Agadir.

Le seul danger que je voie poindre à l'horizon est celui de la mégalomanie, qui est, elle aussi, un funeste effet du passé. *L'imperium romanum* a hanté jadis les rois de France, les empereurs allemands; il hante aujourd'hui plus d'un cerveau italien; sous le ministère Crispi ce fantôme a mené l'Italie au désastre d'Adoua . . . Puisse-t-il bientôt s'effacer à jamais! Faut-il donc rappeler aux Italiens que l'Europe n'est plus ce qu'elle était aux temps d'Auguste? Elle s'est opposée à l'ambition insensée de Louis XIV, de Napoléon I; elle résiste aujourd'hui au pangermanisme. Nous marchons lentement à une Confédération des Etats civilisés; c'est folie pure que de rêver un Empire qui nivellerait nos nations. — Je sais bien qu'il ne faut pas attacher trop d'importance à ces cartes irrédentistes qui incorporent à l'Italie le Tessin, les Grisons, le Trentin, ni aux élucubrations de certains journalistes, ni au projet de constituer en Suisse une ligue italienne; mais enfin ce sont là des provocations dangereuses. Une Italie mégalomane perdrait en peu de temps les amis dévoués qui la défendirent aux jours de malheur.

Un succès trop facile en Tripolitaine aurait sans doute grisé les Italiens; la résistance qu'ils rencontrent les assagira; ils connaîtront peut-être de dures épreuves, et le découragement pourrait bien succéder à l'enthousiasme. C'est ici que je compte sur le roi Victor-Emmanuel III. De même qu'il n'a pas agi à la légère, il saura persévérer. Quand il succéda à son père, assassiné à Monza, et qu'il adressa son premier discours au Parlement, j'écrivis dans la *Bibliothèque universelle* (1 Septembre 1900): „Ce discours est parfait. Pas trace de ressentiment; aucune rhétorique; aucune promesse fallacieuse; mais la confiance sereine et forte d'un homme qui veut et qui sait. Ce ne sont pas des phrases habiles rédigées par un ministre temporaire, c'est le langage d'un roi qui est libéral et fort. Victor-Emmanuel III n'est pas seulement un homme cultivé, c'est un savant; il aura la pondération et la clairvoyance que donnent les études historiques, les plus saines de toutes; et les circonstances dans lesquelles il est monté au trône doubleront pour lui la signification de ses devoirs et de ses droits . . . Le jeune roi est un travailleur, un convaincu, à

la fois savant et homme d'action; j'ai foi en de telles personnalités; sa chaude parole va ranimer bien des énergies, et puisqu'il monte à la brèche *sans crainte*, il aura derrière lui, autour de lui, tous les hommes de bonne volonté."

Depuis onze ans tous les évènements ont donné raison à cette prophétie; je n'hésite pas à la renouveler pour les jours à venir.

Quant à nous, citoyens suisses, décidés que nous sommes à résister à outrance à toute ingérence étrangère, qu'elle vienne du Sud ou qu'elle vienne du Nord, sachons aussi ne pas confondre les sottises de quelques fanatiques avec le caractère d'une nation tout entière. Nous avons hélas, nous aussi, nos fanatiques. Pourquoi donc notre politique devrait-elle agir toujours *contre* quelqu'un? A être ainsi anti-française, ou anti-allemande, ou anti-italienne, elle perd précisément de son indépendance; cela n'est ni sage, ni digne d'une vraie nation, ni conforme à nos destinées. Au lieu de partager, dans un sens ou dans l'autre, les rivalités de nos puissants voisins, soyons donc supérieurs à ces rivalités; sachons avoir enfin, sans provocation et sans faiblesse, une politique nettement suisse. C'est le meilleur moyen de prouver à nos voisins que nous ne sommes pas en Europe une quantité négligeable, et de leur rappeler cette vieille vérité: *On a souvent besoin d'un plus petit que soi.*

ZURICH

E. BOVET



STENOGRAPHISCHER UNSEGEN

Ich habe immer nur von dem Nutzen der Stenographie gehört. Darum lernte ich sie mit Eifer. Hundertundfünfzig Silben in der Minute war das Resultat in einem Wettschreiben. Stolz, wie ein Gockel, ging ich mit meinem Diplom nach Hause.

Von da ab hat mir die Kurzschrift nur Ärger und Enttäuschung gebracht. Ich hasse sie und bitte die mit mir am stenographischen Unsegen leiden, eine Warnungstafel aufrichten zu helfen.

„Verlangt Stenographie und Maschinenschreiben“, heißt es immer wieder unter den „offenen Stellen“ in der Zeitung. Ich habe zehn Jahre lang den stenographischen Fluch im Kaufmannsstand mit angesehen. Korrespondenten hießen sich die armen